

CHANGER NOTRE VISION DE L'ÉCONOMIE POUR PARTAGER LA RICHESSE CRÉÉE

Jean-Louis CHAUSSADE

Ancien Président de Suez



Je me désespère tous les jours d'entendre les débats à l'Assemblée nationale, à tel point que j'ai décidé de ne plus les écouter.

En prenant en compte l'ensemble des recettes fiscales, la France a le niveau d'imposition sur le revenu et de dépenses publiques le plus élevé d'Europe¹. Pourtant, la question de l'augmentation des impôts et des prestations sociales ne cesse de revenir dans le débat public. Nous avons déjà un déficit budgétaire de plus de 100 milliards d'euros² et un déficit commercial extérieur qui lui fait miroir³. Nous consommons ce que les pays étrangers produisent, ce faisant nous augmentons chaque fois plus de dette. En résumé, nous nous appauvrissons et perdons le contrôle de notre destin.

1. Brief Eco, « Dans quel pays d'Europe l'impôt sur le revenu est-il le plus élevé ? », 2 avril 2025 [en ligne].

2. « Le déficit qui figure au TFE pour 2026 s'élève à 124,4 milliards d'euros (contre 130,5 milliards d'euros pour 2025) ». Agence France Trésor, Projet de loi de finances pour 2026 [en ligne].

3. Voir le Rapport 2025 sur le commerce extérieur de la France de la Direction générale du trésor, 7 février 2025 [en ligne].

Personne ou presque ne parle du vrai problème de notre pays qui est de créer de la richesse supplémentaire pour pouvoir répartir plus. Les conditions nécessaires seraient les suivantes :

- 1) Travailler plus pour gagner plus ;
- 2) Investir davantage pour soutenir l'innovation et rester un acteur majeur dans la compétition mondiale ;
- 3) Simplifier les démarches administratives pour soutenir l'entrepreneuriat, réduire nos coûts pour favoriser notre production nationale et nos exportations.

Au lieu de cela, on ne parle que de justice fiscale, alors même que plus d'un foyer fiscal sur deux ne paye pas d'impôt sur le revenu, et que 10 % payent 70 % des recettes de ce même impôt sur le revenu⁴. Aussi, on invente la taxe Zucman, taxe confiscatoire qui revient à nationaliser à terme toutes les entreprises familiales françaises d'une valeur de plus de 100 millions d'euros. Ce sont les entreprises et les entrepreneurs Français qui peuvent créer la richesse et la croissance supplémentaires dont nous avons besoin, et non l'impôt. Tous les pays qui ont voulu une égalité absolue ont supprimé la liberté et détruit la fraternité.

Par ailleurs, sans travail il n'y aura pas de richesses produites, pas de retraites possibles, et pas de salaires décents. Sans l'élimination d'un carcan réglementaire excessif, il n'y aura pas d'innovations et l'industrie française ne pourra guère être performante et exportatrice.

Enfin, dans un monde où comptent de plus en plus les rapports de force, nous avons besoin d'une armée et d'une défense modernes et puissantes, c'est à dire hautement technologiques pour y maintenir la place de la France et fortifier son modèle démocratique. Mais à cet égard aussi, nous devons investir lourdement.

Sans changement de cap, l'abandon progressif de nos valeurs républicaines et de notre intelligence collective nous conduira à la pauvreté et à la disparition.

4. Ingrid Feuerstein, « Le mythe d'un impôt sur le revenu payé par tous », Les Échos, 18 septembre 2017 [en ligne].